

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 196.634 du 2 octobre 2009

A. 189.570/XV-818

En cause : **SCHELL** Arno,
ayant élu domicile chez
Me T. VANDENPUT, avocat,
avenue Todesco 7
1160 Bruxelles,

contre :

la commune de Jette,
ayant élu domicile chez
Me J. SAMBON, avocat,
rue des Coteaux 227
1030 Bruxelles,

Partie intervenante :

la s.a. Jette Village,
Me Fr. MAUSSION, avocat,
Central Plaza
rue de Loxum 25
1000 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA XV^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 septembre 2008 par Arno SCHELL qui demande l'annulation de «la décision du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Jette du 3 juin 2008 par laquelle est accordé à la s.a. Jette Village un permis d'urbanisme relatif à un bien sis avenue Paul de Merten (lot n/26) et tendant à la construction d'un immeuble de 38 appartements avec 27 emplacements de parking»;

Vu le dossier administratif;

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu l'ordonnance du 21 novembre 2008 qui accueille la demande d'intervention de la s.a. Jette Village introduite le 6 novembre 2008;

Vu le rapport de Mme FRANCK, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur base de l'article 59 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 20 août 2009, notifiée aux parties, convoquant celles-ci à comparaître le 15 septembre 2009;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me J. GUILLAUME, *loco* Me T. VANDENPUT, avocat, comparaisant pour la partie requérante, Me J.-P. LAGASSE, *loco*, Me J. SAMBON, avocat, comparaisant pour la partie adverse et Me O. LEGRAND, *loco* Me Fr. MAUSSION, avocat, comparaisant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, Mme FRANCK, auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que par une lettre du 17 juin 2009, le requérant a informé le Conseil d'Etat qu'il se désistait de son recours; que rien ne s'oppose à ce que le désistement soit accueilli,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 300 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le deux octobre deux mille neuf par :

M. LEROY,	président de chambre,
Mme ROBA.	greffier.

Le Greffier,	Le Président,
--------------	---------------

N. ROBA.	M. LEROY.
----------	-----------